



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/31  
7 octobre 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-treizième réunion  
Paris, 9 – 13 novembre 2014

**COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE  
POUR L'ANNÉE 2015**

Contexte

1. Le présent document traite des coûts de base demandés pour 2015 et des fonds requis pour les coûts d'administration<sup>1</sup> du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale; il évalue dans quelle mesure les ressources disponibles pour la totalité des coûts administratifs en 2015 pourront couvrir les coûts prévus pour 2015 et se termine par les recommandations du Secrétariat.
2. Conformément à la décision 67/15b), le Comité exécutif a approuvé les demandes de financement des coûts de base pour 2014 : 2 012 442 \$US pour le PNUD, 2 012 442 \$US pour l'ONUDI et 1 725 000 \$US pour la Banque mondiale (décision 71/34b)).

<sup>1</sup> Les coûts d'administration alloués au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale ont été modifiés en novembre 1998 (décision 26/41), pour passer d'un taux fixe de 13 pour cent, applicable à tous les projets, à un taux graduel. Les coûts ont été modifiés à nouveau en décembre 2002 par l'adoption d'un taux inférieur qui incluait une subvention de base de 1,5 million \$US par agence (décision 38/68). Depuis la 46<sup>e</sup> réunion, la plupart des agences ont connu des augmentations annuelles. La décision 41/94d) demandait au Secrétariat d'effectuer un examen annuel du régime des coûts administratifs en vigueur. La décision 56/41 a étendu le fonctionnement de la décision 38/68 et de son régime de coûts administratifs à la période triennale 2009-2011. A sa 67<sup>e</sup> réunion, le Comité a décidé d'appliquer un nouveau régime de coûts administratifs durant la période 2012-2014 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, comprenant un financement annuel de base pour lequel une augmentation annuelle allant jusqu'à 0,7 pour cent pourrait faire l'objet d'un examen annuel, et d'appliquer les coûts d'agence suivants sur la base du financement par agence : un coût d'agence de 7 pour cent pour les projets ayant un coût de projet supérieur à 250 000 \$US, ainsi que pour les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets; un coût d'agence de 9 pour cent pour les projets ayant un coût de projet inférieur ou égal à 250 000 \$US; un coût d'agence ne dépassant pas 6,5 pour cent, à déterminer au cas par cas, pour les projets du secteur de la production (décision 67/15b)).

3. Les agences d'exécution ont fourni les coûts de base et les coûts administratifs réels pour 2013, les coûts estimatifs pour 2014 et le budget proposé pour 2015 ainsi que les autres renseignements requis par la décision 56/41.

#### PNUD

4. Le tableau 1 présente le budget de base et d'autres renseignements sur les coûts administratifs, fournis par le PNUD.

**Tableau 1: Données sur le budget de base et les autres coûts administratifs pour les années 2010-2015 pour le PNUD (\$US)**

Postes de coûts	2010	2011	2012	2013	2014		2015
	Réels (\$US)	Réels (\$US)	Réels (\$US)	Réels (\$US)	Budget (\$US)	Estimations (\$US)	Prévisions (\$US)
<b>Éléments de base</b>							
Personnel de base et employés contractuels	1 756 568	1 912 090	2 171 918	2 076 816	2 304 187	2 139 120	2 203 294
Déplacements	283 323	276 818	261 674	249 131	288 495	254 114	259 196
Bureaux (location et coûts généraux)	86 059	103 991	104 805	101 236	115 548	106 298	111 613
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	23 176	28 285	25 052	17 781	30 000	30 000	30 000
Services contractuels (entreprises)	17 520	0	-	18 461	30 000	30 000	30 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	214 667	389 935	258 332	384 704	350 000	350 000	350 000
Ajustement (déplacements & services centraux & consultants internationaux) imputé au budget de supervision*	-467 949	-740 353	-837 220	-849 676	-1 105 788	-897 091	-957 572
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 998 453</b>	<b>2 012 442</b>	<b>2 012 442</b>	<b>2 026 529</b>
Remboursement des bureaux de pays & des activités nationales, incluant les frais généraux	1 240 298	1 961 063	1 828 279	2 442 896	1 925 000	1 925 000	1 925 000
Coûts d'appui (internes) de l'agence exécutante, incluant les frais généraux	11 496	27 975	612	0	5 000	0	0
Intermédiaires financiers, incluant les frais généraux	0	67 142	0	0	75 000	0	75 000
Recouvrement des coûts	214 667	389 935	258 332	384 704	350 000	350 000	350 000
Ajustement (déplacements et services centraux & consultants internationaux)*	467 949	740 353	837 220	849 676	1 105 788	897 091	957 573
<b>Total des coûts d'appui administratifs</b>	<b>3 847 775</b>	<b>5 157 233</b>	<b>4 909 004</b>	<b>5 675 729</b>	<b>5 473 230</b>	<b>5 184 533</b>	<b>5 334 103</b>
Coûts de supervision engagés par MPU	45 250	49 250	47 028	47 801	75 000	75 000	75 000
<b>Total général des coûts d'appui administratifs</b>	<b>3 893 025</b>	<b>5 206 483</b>	<b>4 956 032</b>	<b>5 723 531</b>	<b>5 548 230</b>	<b>5 259 533</b>	<b>5 409 102</b>

\*Les coûts de base dépassent le total partiel autorisé de 1 913 365 \$US en 2010, 1 970 766 \$US en 2011, 1 984 561 \$US en 2012, 1 998 453 \$US en 2013 et 2 012 442 \$US en 2014. C'est pourquoi un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est aussi fourni afin de s'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs reflète aussi le montant dépassé par l'agence.

#### Coûts de base

5. Le PNUD demande 2 026 529 \$US pour son budget de base de 2015, soit une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé en 2014, comme l'autorise par la décision 67/15 pour la période triennale en cours. Le PNUD demande ce montant de financement en dépit du fait qu'il prévoit un dépassement de 957 573 \$US (indiqué comme ajustement dans le tableau 1 ci-dessus) du budget de base. Le PNUD dépasse habituellement l'allocation budgétaire pour ses coûts de base mais il les récupère sur les coûts d'appui obtenus par la mise en œuvre des projets du Fonds multilatéral. Le dépassement des

coûts est passé de 837 220 \$US en 2012, à 849 676 \$US en 2013 et il est estimé à 897 091 \$US en 2014. Avec l'augmentation de 7 pour cent prévue pour cet ajustement et puisque le PNUD ne subventionne pas les activités du Protocole de Montréal, ces fonds proviennent des frais d'agence réalisés puisque le PNUD a confirmé l'absence de toute autre source de revenus pour ses coûts de base.

6. Le Secrétariat a indiqué que cette situation semble dénoter un mouvement de la mise en œuvre, vers l'administration des programmes. Le PNUD a démenti un tel mouvement puisque le personnel de base ne travaille pas exclusivement à la mise en œuvre ou à l'administration des programmes mais dans les deux domaines. En outre, il a précisé que l'élément du budget administratif en dehors du budget de base, ne comporte aucun poste pour le personnel, ni pour les déplacements.

7. Le poste du personnel représente 74 pour cent du budget de base proposé par le PNUD. Le remboursement des services centraux constitue le deuxième plus important poste budgétaire (12%), suivi des déplacements (9%) et de la location des bureaux (4%). Une augmentation des coûts de personnel de l'ordre de 3 pour cent est prévue, selon les pratiques budgétaires normalisées des Nations Unies.

8. Le personnel du PNUD affecté au Protocole de Montréal devrait revenir à 9,5 administrateurs et 3,5 membres des services généraux en 2015. Il y a eu des changements au sein des administrateurs mais l'impact général a été une réduction du temps du personnel, ce qui a généré des économies utilisées pour couvrir les prestations finales du personnel qui a quitté l'agence. Le personnel se consacre à temps plein aux activités relevant du Protocole de Montréal. Il est prévu que le gel des embauches au PNUD se termine d'ici le premier trimestre de 2015.

9. Le budget proposé pour les déplacements comporte une augmentation de 2 pour cent par rapport aux estimations pour 2014 mais il reste inférieur au montant inscrit au budget en 2014. Le PNUD a indiqué qu'il était parvenu à cette réduction des coûts parce que le personnel de base avait opté pour des voyages en classe économique et non en classe affaires afin de maximiser le nombre de missions et de respecter le budget.

10. A la fin de 2013, le PNUD avait mis en œuvre 141 projets, par rapport à 154 en 2012. Au niveau des projets, les coûts de base proposés par le PNUD en 2015 s'élèvent à 21 164 \$US par projet, d'après le nombre de projets en cours à la fin de 2013.

#### Total des coûts administratifs

11. Le niveau du financement pour le remboursement des bureaux de pays et les activités nationales restera le même qu'en 2014. Le PNUD a indiqué que ses bureaux reçoivent 100% des frais versés.

12. Le budget proposé pour les intermédiaires financiers en 2015 reste le même que les coûts prévus au budget pour 2014 (75 000 \$US). Le budget a été maintenu pour d'éventuels intermédiaires futurs.

13. Les coûts de supervision qui correspondent aux coûts de fonctionnement engagés dans les postes régionaux, sont évalués pour 2015 au même niveau qu'en 2014 (75 000 \$US). Les coûts de fonctionnement dans les postes régionaux ne sont pas couverts par les services centraux et doivent être partagés avec les bureaux qui ont du personnel dans ces postes.

14. Le total des coûts administratifs s'élevait à 3,9 millions \$US en 2010, 5,2 millions \$US en 2011, 5 millions \$US en 2012, 5,7 millions \$US en 2013 et il est évalué à 5,3 millions \$US en 2014. Les éléments en dehors du budget de base sont versés comme pourcentage de prestation. Le PNUD prévoit que le total des coûts administratifs atteindra 5,4 millions \$US en 2015.

15. Les ressources disponibles prévues pour le PNUD pour ses coûts administratifs incluent à la fois

les coûts de base et les frais d'agence débloqués en vue d'un décaissement sur les coûts de projets, plus tout solde de revenus provenant de frais administratifs inutilisés précédemment. Le tableau 2 présente ces informations pour les années 2007 à 2014, en supposant que les fonds approuvés sont décaissés, il pourrait donc s'écouler un certain temps avant que le PNUD n'ait accès à la totalité des fonds approuvés.

**Tableau 2 :**

**Évaluation de la disponibilité des revenus pour les coûts administratifs futurs du PNUD (\$US)**

PNUD	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Coûts d'appui nets plus coûts de base	2 751 613	3 707 126	3 001 726	3 483 484	6 554 637	4 506 969	4 514 301	3 697 295
Total des coûts administratifs	3 189 494	3 313 122	4 967 941	3 847 775	5 157 233	4 909 004	5 675 729	5 184 533
Solde par année	-437 881	394 004	-1 966 215	-364 291	1 397 404	-402 035	-1 161 428	-1 487 238
Solde courant**	4 455 160	4 849 164	2 882 949	2 518 658	3 916 062	3 514 027	2 352 599	865 361

\* Incluant les coûts d'appui approuvés en 2014, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 73<sup>e</sup> réunion (en date du 2 octobre 2014).

\*\* Excluant tout solde des années antérieures à 2002.

16. Il ressort du tableau que le PNUD pourrait disposer d'un solde cumulé d'environ 865 361 \$US en revenus de frais administratifs à la fin de 2014 s'il reçoit tous les frais d'agence pour les projets proposés à la 73<sup>e</sup> réunion. Toutefois, ce montant serait insuffisant pour couvrir le total des coûts administratifs prévus pour 2015 (5,4 millions \$US). Il faut noter que le PNUD n'a accès à ces frais d'agence que lorsqu'ils sont accompagnés de dépenses de projets, un solde devrait donc être supérieur aux fonds requis.

**ONUDI**

17. Le tableau 3 présente le budget de base et d'autres renseignements sur les coûts administratifs, fournis par l'ONUDI. Les chiffres cités comme "Réels" proviennent d'un modèle préparé par l'ONUDI pour évaluer les coûts d'appui du programme du Protocole de Montréal.

**Tableau 3: Données sur le budget de base et les autres coûts administratifs pour les années 2010-2015 pour l'ONUDI (\$US)**

Postes de coûts	2010	2011	2012	2013	2014		2015
	Réels	Réels	Réels	Réels	Budget	Estimations	Prévisions
Éléments de base	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)
Personnel de base et employés contractuels	1 319 500	1 390 300	1 550 900	1 445 700	1 550 000	1 537 700	1 784 300
Déplacements	120 600	139 700	175 100	284 000	190 000	260 800	250 000
Bureaux (location et coûts généraux)	81 000	90 600	89 300	99 400	78 000	89 700	85 200
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	39 100	54 100	30 900	51 800	53 800	58 900	58 300
Services contractuels (entreprises)	1 800	200	700	700	30 500	13 700	28 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	438 200	510 400	414 200	498 800	422 100	476 600	459 400
Ajustement *	-86 835	-214 534	-276 539	-381 947	-311 958	-424 958	-638 671
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 998 453</b>	<b>2 012 442</b>	<b>2 012 442</b>	<b>2 026 529</b>
Remboursement des bureaux de pays & des activités nationales	2 430 400	2 857 600	1 818 300	3 602 000	1 891 600	2 830 000	3 206 600
Coûts d'appui (internes) de l'agence exécutante	2 255 500	2 226 400	2 900 900	3 302 800	3 559 700	3 678 800	3 299 300
Ajustement*	86 835	214 534	276 539	381 947	311 958	424 958	638 671
<b>Total des coûts d'appui administratifs</b>	<b>6 686 100</b>	<b>7 269 300</b>	<b>6 980 300</b>	<b>9 285 200</b>	<b>7 775 700</b>	<b>8 946 200</b>	<b>9 171 100</b>
Moins les coûts reliés aux projets	-1 688 408	-1 779 869	-1 798 710	-2 464 200	-2 114 087	-2 908 500	-2 502 900
<b>Total net des coûts d'appui administratifs</b>	<b>4 997 692</b>	<b>5 489 431</b>	<b>5 181 590</b>	<b>6 821 000</b>	<b>5 661 613</b>	<b>6 037 700</b>	<b>6 668 200</b>

\*Les coûts de base dépassent le total partiel autorisé de 1 913 365 \$US en 2010, 1 970 766 \$US en 2011, 1 984 561 \$US en 2012, 1 998 453 \$US en 2013 et 2 012 442 \$US en 2014. C'est pourquoi un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est aussi fourni afin de s'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs reflète aussi le montant dépassé par l'agence.

### Coûts de base

18. L'ONUDI demande 2 026 529 \$US pour son budget de base de 2015, soit une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé en 2014, comme l'autorise la décision 67/15 pour la période triennale en cours. L'ONUDI demande ce montant de financement en dépit du fait qu'elle prévoit un dépassement de 638 671 \$US (indiqué comme ajustement dans le tableau 3 ci-dessus) du budget de base. L'ONUDI a dépassé son budget de 2010 de 86 835 \$US, celui de 2011 de 214 534 \$US, celui de 2012 de 276 539 \$US et celui de 2013 de 381 947 \$US. Pour 2014, le dépassement est estimé à 424 958 \$US.

19. L'ONUDI réfute l'analyse qui suggère que le soutien des frais d'agence passe de la mise en œuvre aux activités administratives<sup>2</sup>. L'ONUDI a précisé que tous les coûts qui excèdent les coûts de base et les frais d'agence seront subventionnés par le budget régulier de l'ONUDI puisque l'Organisation alloue un budget à son bureau et soutient son programme de coopération technique, selon son Acte constitutif. Ainsi, la subvention apparente des coûts de base, qui visent strictement l'administration, par les frais d'agence destinés à la mise en œuvre du programme est passée de 86 835 \$US en 2010 à 381 947 \$US en 2013. Un ajustement de 638 671 \$US est proposé pour le budget de 2015.

20. En fait, tous les postes du budget de base de l'ONUDI ont été dépassés, à l'exception des coûts contractuels où plus de la moitié des fonds alloués ont été utilisés par d'autres postes budgétaires. Si les postes du budget de base étaient traités comme un poste budgétaire et non comme une somme forfaitaire, le montant maximum de l'ajustement serait de 20 pour cent entre les postes budgétaires.

21. Le poste du personnel représente 67 pour cent du budget de base proposé par l'ONUDI, avec 9 personnes (4 administrateurs et 5 membres des services généraux). Le remboursement des services centraux constitue le deuxième plus important poste budgétaire (17%), suivi des déplacements (9%) et de la location des bureaux (3%).

22. Le budget proposé pour le personnel affiche une hausse de 15 pour cent par rapport au budget de 2014 et de 16 pour cent par rapport aux coûts estimés pour 2014. Les coûts estimés en 2014 pour le poste du personnel comprennent 1 433 900 \$US pour le personnel de base et 103 800 \$US pour les employés contractuels. Il n'y a aucune estimation de fonds pour des réunions de groupes d'experts bien qu'une somme de 43 300 \$US ait été utilisée à cette fin en 2013. Le Secrétariat s'est informé sur la hausse des coûts de personnel. L'ONUDI a précisé qu'il n'y avait aucune augmentation salariale, à l'exception des augmentations d'échelon régulières et que le budget de 2015 reflétait une inflation de 1,7 pour cent.

23. Le budget proposé pour les déplacements est en hausse de 31 pour cent par rapport au budget de 2014 mais en légère baisse par rapport aux estimations pour 2014. Les dépenses estimées de l'ONUDI (260 800 \$US) ont dépassé de 37 pour cent son budget (190 000 \$US) de 2014. C'est la deuxième année que les coûts de déplacement de l'ONUDI dépassent considérablement le budget<sup>3</sup>. L'ONUDI a indiqué que la hausse était calculée à partir des dépenses réelles en 2013 et 2014 qui étaient nettement plus élevées que les années précédentes. L'ONUDI a expliqué que l'augmentation du budget de 2012 à 2013 était due à la participation de plusieurs membres du personnel aux réunions de réseaux en raison du nombre de pays dans lesquels l'agence met en œuvre des projets et que des agents des services généraux avaient assisté aux réunions de réseaux pour renforcer les capacités. L'ONUDI a ajouté qu'elle prévoyait participer à des conférences sur des alternatives nouvelles. Le Secrétariat a demandé des renseignements sur le nombre de réunions auxquelles l'agence a participé en 2014 et auxquelles elle prévoit participer en 2015. L'ONUDI n'a pas fourni de renseignements sur les réunions prévues en 2015. Elle a indiqué qu'en

<sup>2</sup> Dans le cas du PNUD, tous les fonds dépassant le montant approuvé pour le budget de base devraient provenir des frais d'agence tandis que pour la Banque mondiale, le soutien des activités de base à partir des frais d'agence n'est pas autorisé.

<sup>3</sup> Le budget pour 2013 était de 188 000 \$US mais les dépenses réelles de déplacements ont été de 284 000 \$US.

2014 les fonds alloués aux déplacements ont été utilisés pour assister aux réunions du Protocole de Montréal ainsi qu'à des réunions qui n'étaient pas directement reliées à la mise en œuvre des activités du Protocole de Montréal, incluant des réunions de la "Climate and Clean Air Coalition", de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de la Table ronde sur la biosécurité végétale et alimentaire et sur l'utilisation du bromure de méthyle comme mesure phytosanitaire dans le traitement des denrées dans le commerce international.

24. Le budget pour la location de bureaux affiche une augmentation de 9 pour cent par rapport au budget de 2014. Une augmentation de 8 pour cent par rapport au budget de 2014 est inscrite pour les équipements et le remboursement des services centraux. L'ONUDI a indiqué que cette augmentation des coûts était due au fait que les coûts sont alloués sur la base du nombre d'employés.

#### Total des coûts administratifs

25. L'ONUDI a signalé que certains coûts associés à des dépenses en dehors du budget de base sont des dépenses reliées à des projets. C'est pourquoi l'ONUDI fournit un ajustement afin de déduire ces coûts et de parvenir à un chiffre comparable aux coûts administratifs des autres agences. Lorsque l'ONUDI aura mis en place la comptabilité analytique, cet ajustement ne devrait plus être nécessaire puisque les postes budgétaires pourront refléter les coûts réels. L'ONUDI a précisé qu'elle en est encore à la phase initiale de la mise en œuvre de certains éléments de la comptabilité analytique. L'an dernier, l'ONUDI avait indiqué que le système serait entièrement en place d'ici 2014 mais cette année l'ONUDI n'était pas en mesure de préciser quand le système serait pleinement utilisé.

26. Un budget de 1 891 600 \$US avait été prévu pour le remboursement des bureaux de pays en 2014 mais l'ONUDI estime que le coût réel sera de 2 830 000 \$US. Dans sa définition de ce poste, l'ONUDI inclut les coûts de la modalité de mise en œuvre utilisée en Chine et une proportion des coûts du personnel chargé des achats. Le taux des frais d'agence versés pour la modalité de mise en œuvre en Chine n'a pas été fourni.

27. Les dépenses de l'agence exécutante dépassent légèrement le montant inscrit au budget en 2014 mais elles devraient diminuer pour passer de 3 678 000 \$US au montant proposé de 3 299 300 \$US.

28. Le total des coûts administratifs nets s'élevait à 5 millions \$US en 2010, 5,5 millions \$US en 2011, 5,2 millions \$US en 2012, 6,8 millions \$US en 2013; il est évalué à 6 millions \$US en 2014 et le total prévu pour 2015 atteindra 6,7 millions \$US.

29. Les ressources disponibles prévues pour l'ONUDI pour ses coûts administratifs incluent à la fois les coûts de base et les frais d'agence débloqués en vue d'un décaissement sur les coûts de projets, plus tout solde de revenus provenant de frais administratifs inutilisés précédemment. Le tableau 4 présente ces informations pour les années 2007 à 2014, en supposant que les fonds approuvés sont décaissés, il pourrait donc s'écouler un certain temps avant que l'ONUDI n'ait accès à la totalité des fonds approuvés.

**Tableau 4:**

#### **Évaluation de la disponibilité des revenus pour les coûts administratifs futurs de l'ONUDI (\$US)**

ONUDI	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Coûts d'appui nets plus coûts de base	3 630 268	3 833 369	4 056 811	3 658 881	3 460 503	5 593 498	4 227 730	4 075 757
Total des coûts administratifs excluant les dépenses reliées aux projets	5 065 086	4 957 161	5 739 690	4 997 692	5 489 431	5 181 590	6 821 000	6 037 700
Solde par année	-1 434 818	-1 123 792	-1 682 879	-1 338 811	-2 028 928	411 908	-2 593 270	-1 961 943
Solde courant**	2 395 382	1 271 590	-411 289	-1 750 100	-3 779 028	-3 367 120	-5 960 390	-7 922 333

\* Incluant les coûts d'appui approuvés en 2014, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 73<sup>e</sup> réunion (en date du 2 octobre 2014).

\*\* Le Secrétariat avait estimé en 2007 un solde courant depuis 2002 de 2 127 930 \$US. Le chiffre de l'ONUDI est utilisé.

30. Il ressort du tableau que l'ONUDI pourrait avoir un solde cumulé négatif d'environ 7,9 millions \$US en revenus de frais administratifs à la fin de 2014 si elle reçoit tous les frais d'agence pour les projets proposés à la 73<sup>e</sup> réunion.

### Banque mondiale

31. Le tableau 5 présente le budget de base et d'autres renseignements sur les coûts administratifs fournis, par la Banque mondiale.

**Tableau 5: Données sur le budget de base et les autres coûts administratifs pour les années 2010-2015 pour la Banque mondiale (\$US)**

Postes de coûts	2010	2011	2012	2013	2014		2015
	Réels	Réels	Réels	Réels	Budget	Estimations	Prévisions
Composantes de base	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)	(\$US)
Personnel de base et employés contractuels	787 450	867 586	1 184 796	984 571	1 180 040	1 068 480	1 181 000
Déplacements	283 892	183 893	205 425	111 021	244 800	160 000	238 000
Bureaux (location et coûts généraux)	22 516	47 232	55 607	56 906	59 160	55 000	59 000
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	77 797	52 953	92 303	31 169	62 000	55 182	57 000
Services contractuels (entreprises)	13 452	47 491	25 769	13 389	51 000	45 000	50 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	125 654	123 160	156 762	113 539	128 000	137 214	140 000
Ajustement (déplacements & services centraux & consultants internationaux) imputé au budget de supervision	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 310 760</b>	<b>1 322 315</b>	<b>1 720 663</b>	<b>1 310 595</b>	<b>1 725 000</b>	<b>1 520 876</b>	<b>1 725 000</b>
Remboursement de fonds	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement des bureaux de pays & des activités nationales, incluant les frais généraux	1 959 418	1 725 528	1 829 418	1 611 939	1 765 050	1 660 297	1 710 106
Coûts d'appui (internes) de l'agence exécutante incluant les frais généraux	0	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers incluant les frais généraux	512,371	160 777	121 740	10 000	75 000	75 000	0
Recouvrement des coûts	0	0	0	0	0	0	0
Ajustement (déplacements et services centraux & consultants internationaux)	0	0	0	0	0	0	0
Coûts de supervision engagés par MPU	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général des coûts d'appui administratifs</b>	<b>3 782 549</b>	<b>3 208 620</b>	<b>3 671 821</b>	<b>2 932 534</b>	<b>3 565 050</b>	<b>3 256 173</b>	<b>3 435 106</b>

### Coûts de base

32. La Banque mondiale demande 1 725 000 \$US pour son budget de base de 2015, soit une augmentation de 0 pour cent par rapport au budget approuvé en 2014 qui était aussi le budget approuvé en 2013. À la différence du PNUD et de l'ONUDI, la Banque ne s'attend pas à ce que ses coûts de base dépassent son budget qui par ailleurs n'est pas subventionné par des revenus provenant des frais d'agence ou du fonds général de la Banque mondiale.

33. Le poste du personnel représente 68 pour cent du budget de base proposé par la Banque. Le budget des déplacements constitue le deuxième plus important poste (14%), suivi des services centraux (8%), de la location des bureaux, des équipements et des services contractuels (3% chaque).

34. Le budget proposé pour le personnel ne comporte aucune hausse par rapport au budget de 2014 mais une hausse de 11 pour cent par rapport aux estimations de coûts pour 2014. La Banque a indiqué qu'elle avait la même composante de personnel que l'an dernier (huit administrateurs dont un responsable du budget et un consultant temporaire prolongé). La diminution des coûts réels en 2014 est attribuable au fait que le personnel n'a pas imputé autant de temps au budget de base que prévu en 2013. La Banque a souligné que huit administrateurs ont consacré 52 pour cent de leur temps à des tâches de base pour le Protocole de Montréal et le reste a été imputé à des tâches transversales et de coordination pour le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des activités transversales de projet du Protocole de Montréal et des activités générales. L'augmentation par rapport aux estimations de coûts de 2014 est due à un retour à des conditions de fonctionnement normales de la Banque selon lesquelles le personnel spécialisé est moins affecté à des tâches opérationnelles et peut allouer plus de temps aux activités de base.

35. Les estimations des coûts de déplacement étaient inférieures de 35 pour cent au budget (244 800 \$US) pour une deuxième année consécutive (2013 et 2014). Pour 2015, la Banque propose un budget (238 000 \$US) qui représente une réduction de 3 pour cent par rapport à celui de 2014 (244 800 \$US) mais une hausse de 49 pour cent par rapport aux estimations de coûts pour 2014 (160 000 \$US).

36. Aucune augmentation n'est prévue pour la location des bureaux par rapport au budget mais une hausse de 7 pour cent par rapport aux estimations pour 2014. Le remboursement des services centraux a augmenté par rapport au budget de 2014 et aux estimations de coûts, respectivement de 9% et de 2%. Les dépenses d'équipements sont inférieures de 8% par rapport au budget de 2014 mais en hausse de 3% par rapport aux estimations pour 2014. La Banque mondiale a précisé qu'il existe un taux standard pour les ordinateurs et autres équipements de bureaux, pour l'entretien et les réparations, applicable à toutes les unités de la Banque. Des coûts récurrents pour les services contractuels, les fournitures d'équipements, les communications et les services mondiaux à distance s'appliquent aussi à ce poste budgétaire.

37. La Banque remettra environ 204 124 \$US sur les coûts de base de 2014, une fois que les données réelles de 2014 seront connues. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note, avec gratitude, qu'une fois encore le coût du fonctionnement de l'unité de base de la Banque mondiale a été inférieur au montant inscrit au budget et qu'elle remboursera les soldes non utilisés.

#### Total des coûts administratifs

38. Le budget de 2014 prévu pour le remboursement des bureaux de pays devrait diminuer de 3 pour cent mais il présente une hausse de 3 pour cent par rapport aux estimations de coûts pour 2014. Pour la Banque mondiale, ce poste budgétaire représente les frais de projet reçus pour des projets approuvés et acheminés vers les équipes de projet pour la supervision et la gestion des projets. Les équipes de projet correspondent à ce qu'on appelle les "Régions", c'est-à-dire le bras opérationnel de la Banque mondiale.

39. Le total des coûts administratifs s'élevait à 3,8 millions \$US en 2010, 3,2 millions \$US en 2011, 3,7 millions \$US en 2012, 2,9 millions \$US en 2013 et il est évalué à 3,3 millions \$US en 2014. Les coûts administratifs pour 2015 sont estimés à 3,4 millions \$US, soit une réduction de 4 pour cent par rapport au budget de 2014 mais une hausse de 5 pour cent par rapport aux estimations de 2014.

40. Les ressources disponibles prévues pour la Banque mondiale pour ses coûts administratifs incluent les coûts de base et les frais d'agence, plus tout solde de revenus provenant de frais administratifs inutilisés précédemment. Le tableau 6 présente ces informations pour les années 2007 à 2014.



**Tableau 6: Évaluation de la disponibilité des revenus pour les coûts administratifs futurs de la Banque mondiale (\$US)**

Banque mondiale	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Coûts d'appui nets plus coûts de base	6 479 388	4 616 907	3 560 106	1 868 548	5 099 184	2 765 746	4 547 077	3 410 673
Total des coûts administratifs	6 030 398	5 454 473	3 689 780	3 782 549	3 208 620	3 671 821	2 932 534	3 256 173
Solde par année**	448 990	-837 566	-129 674	-1 914 001	1 890 564	-906 075	1 614 543	154 500
Solde courant	3 163 582	2 326 016	2 196 342	282 341	2 172 905	1 266 830	2 881 373	3 035 873

\* Incluant les coûts d'appui approuvés en 2014, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 73<sup>e</sup> réunion (en date du 2 octobre 2014)

\*\* Excluant tout solde des années antérieures à 2002.

41. Il ressort du tableau que la Banque mondiale pourrait disposer d'un solde cumulé de 3 millions \$US d'après les approbations octroyées jusqu'à présent en 2014 et les propositions soumises à la 73<sup>e</sup> réunion. En dépit des revenus additionnels de frais d'agence et du budget de base qui seront fournis en 2015, le solde cumulé en 2014 pourrait s'avérer insuffisant pour couvrir à lui seul les coûts administratifs prévus pour 2015.

## RECOMMANDATIONS

42. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

a) Prendre note :

- i) Du rapport sur les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour l'année 2015, tel que présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/31;
  - ii) Avec gratitude, qu'une fois encore le coût du fonctionnement de l'unité de base de la Banque mondiale a été inférieur au montant inscrit au budget et qu'elle remboursera les soldes non utilisés; et
- b) Envisager approuver les budgets de base demandés par le PNUD 2 026 529 \$US, par l'ONUDI 2 026 529 \$US et par la Banque mondiale 1 725 000 \$US.

-----